

<b>Zeitschrift:</b>	Revue Militaire Suisse
<b>Herausgeber:</b>	Association de la Revue Militaire Suisse
<b>Band:</b>	130 (1985)
<b>Heft:</b>	5
<b>Artikel:</b>	Aspects stratégiques du mouvement pacifiste contemporain : d'après un extrait du cours donné à la Haute Ecole des sciences économiques de Saint-Gall
<b>Autor:</b>	Feldmann, Josef
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-344601">https://doi.org/10.5169/seals-344601</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# **Aspects stratégiques du mouvement pacifiste contemporain**

*(d'après un extrait du cours donné à la Haute Ecole des sciences économiques de Saint-Gall par le commandant de corps Josef Feldmann)*

## **Préambule**

En décembre 1979, les Etats membres de l'OTAN ont pris, à Bruxelles, ce que l'on a appelé leur «double décision»:

- en un premier temps et jusqu'à la fin de 1983, négocier avec Moscou une réduction de l'arsenal stratégique sur le théâtre européen, la Russie devant accepter que ses euromissiles SS-20, d'introduction récente, soient pris en compte dans la négociation;
- pour le cas où la discussion ne conduirait à aucun résultat concret jusqu'à l'automne 1983, se résoudre à déployer en Europe 464 missiles de croisière et 108 fusées de type Pershing II.

On sait que cette décision a déclenché une très importante vague de protestation: pendant plusieurs années se sont succédé, dans le monde occidental, des manifestations de masse habilement dirigées. Elles avaient pour but de s'opposer au renforcement du potentiel atomique de l'OTAN et de proclamer l'aspiration générale des peuples à la paix. Pourtant, dès que devint évidente la détermination des Etats de l'OTAN à déployer les armes stratégiques prévues en dépit de la pression diplomati-

que et des mesures d'intimidation de Moscou, on vit fondre l'impact de la vague pacifiste.

Dans la présente étude, on va tenter d'analyser la multiplicité des tenants du pacifisme et l'éventail de leurs motivations comme aussi de montrer les particularités des mouvements pacifistes dans une série de pays.

Le texte est articulé comme suit:

1. Le pacifisme considéré comme facteur stratégique
2. Les trois courants principaux du pacifisme
3. L'«Appel de Krefeld» et les manifestations pacifistes de masse des années 1980-1983 dans les Etats européens de l'OTAN
4. Les compagnons de route occasionnels (coup d'œil sur la RFA)
5. La coloration propre aux groupements pacifistes de quelques Etats (Europe et USA)
6. Le mouvement pacifiste dans l'optique soviétique
7. Considérations finales

### **1. Le pacifisme considéré comme facteur stratégique**

Le chercheur français Pierre Lellouche, spécialiste des questions stratégi-

ques, consacre une de ses études récentes au problème de la force communicative et de l'impact des conceptions stratégiques au niveau des nations. Il estime que, «ce qui compte, c'est la cohésion du tissu social qui sous-tend le concept de défense affiché par tel ou tel gouvernement». Cela correspond à ce qu'a reconnu le Conseil fédéral et qui lui a fait dire, dans son rapport de 1973 sur la politique de sécurité de la Suisse, que sont vaines toutes les conceptions stratégiques qui ne bénéficient pas d'une large adhésion de la part des nations concernées.

Ces conceptions perdent donc leur impact et leur crédibilité dans la mesure où elles sont conçues dans le cercle étroit de spécialistes, donc sans que soit pris le pouls de l'opinion publique dûment consultée. L'historien anglais, Michael Howard, qualifie de «dimension oubliée de la stratégie» le fait que l'OTAN ait élaboré la sienne sans que la population de ses Etats européens ne la perçoive ou ne se sente concernée, au point qu'elle la considère presque unanimement comme un pur produit exporté par l'Amérique. Cet historien voit là la source essentielle de la vague de protestation généralisée et prolongée contre les plans de renforcement de l'OTAN publiés en 1979. On a pris l'habitude de qualifier ce phénomène de «mouvement pacifiste» et on va, par simple commodité, en faire de même dans la présente étude. On peut cependant noter que les tenants de ce

mouvement pris globalement ou de ces diverses faces revendiquent eux-mêmes l'appellation de «combattants pour la paix», de «femmes pour la paix», etc. (en allemand «Friedensbewegte»). Il paraît aléatoire de déclarer que le mouvement pacifiste des cinq à six dernières années n'est que l'expression propre à notre époque du pacifisme de toujours.

Les racines, les idéaux et leur extériorisation sont en réalité très complexes. Il est toutefois évident que certains élans trouvent leur source dans le pacifisme traditionnel et ont déjà eu des incidences stratégiques marquantes à diverses reprises dans le passé.

Assurément, le pacifisme n'est aucunement monolithique mais très diversifié. On en trouve un essai de définition globale dans le Dictionnaire de l'Académie française, c'est la «doctrine de ceux qui croient à la possibilité d'établir la paix universelle et qui s'efforcent d'en préparer l'avènement».

## **2. Les trois courants principaux du pacifisme**

Certains observateurs du mouvement pacifiste, qui ont cherché à percevoir la nature des divers objectifs et organismes qui s'y manifestent, estiment qu'il existe trois courants principaux:

- celui qui a pour idéal de débarrasser le monde de la guerre sous toutes ses formes,

- celui qui vise à empêcher que certaines sortes de conflits armés n'éclatent ou, à défaut, s'efforce d'y mettre fin,
- celui, enfin, dont le but consiste à proscrire l'emploi de moyens particulièrement cruels ou dévastateurs dans les conflits armés.

**Le premier de ces courants**, de tendance absolutiste, est surtout manifeste dans **les milieux religieux**: Quakers, Pax Christi, Mouvement international de la réconciliation (MIR), Internationale des opposants au service militaire ou des résistants à la guerre, etc. A étudier leur activité passée et récente, on constate que ces organisations ne craignent pas de s'allier à des mouvements très engagés politiquement.

L'expression typique du **deuxième courant** fut le mouvement d'opposition à l'engagement américain dans la **guerre du Viêt-Nam** dans les années soixante. A cette occasion, on avait aussi constaté que des groupements purement pacifistes s'étaient associés à des mouvements très politisés et manipulés par des forces occultes. Ce fut le cas notamment en Allemagne fédérale et, davantage encore, en Suède; la campagne contre la guerre au Viêt-Nam y fut surtout l'expression de l'aversion pour les Américains.

**Le troisième courant** est le plus fréquent: la **conjugaison de l'idéal de paix et du combat politique** pragmatique. On agit par idéal en contribuant à développer les conventions internationales sur le droit de la guerre, par

exemple en faisant proscrire les armes particulièrement cruelles. La poursuite d'objectifs politiques est perceptible dans les campagnes antinucléaires qui, toutes, ont été conformes aux intérêts du monde communiste: d'abord contre les armes atomiques (à l'époque où l'URSS se trouvait en état d'infériorité dans ce domaine), puis contre les projectiles nucléaires à neutrons (susceptibles de nuire, sur le champ de bataille, à la supériorité soviétique en moyens conventionnels), enfin contre l'installation en Europe occidentale d'armes de portée moyenne (Pershing II et missiles de croisière, qui sont de nature à rétablir un équilibre nucléaire sur notre continent).

C'est pour le moins depuis le début de notre siècle que des vagues pacifistes comparables à celles de ces dernières années ont commencé à avoir de l'impact sur les processus de décision de niveau stratégique.

### **3. L'«Appel de Krefeld» et les manifestations pacifistes de masse des années 1980-1983 dans les pays européens de l'OTAN**

#### **Le 16 novembre 1980**

est formulé et lancé l'«Appel de Krefeld». Il s'agit du résultat d'un forum organisé par l'Union allemande pour la paix. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne s'y voit sommé de retirer son accord au déploiement de fusées Pershing II et de missiles de croisière sur son territoire.

En tête des signataires de l'appel figurent le général en retraite de l'armée de terre allemande Gert Bastian ainsi que Petra Kelly, la figure de proue des « Verts », puis le pasteur Martin Niemöller et le professeur Gerhard Kade, dont on reparlera plus loin et qui joue un rôle important dans l'Institut international pour la paix, d'inspiration communiste.

#### **Le 10 octobre 1981**

quelque 300 000 personnes manifestent à Bonn contre le déploiement en Europe de nouvelles fusées américaines de portée moyenne. Les groupements organisateurs (Aktion Sühnezeichen/Signe d'expiation et Communauté de service pour la paix) exigent des Etats de l'OTAN qu'ils renoncent au déploiement de moyens nucléaires annoncé.

#### **Les 24 et 25 octobre 1981**

des manifestations pour la paix sont organisées simultanément dans plusieurs pays. A Paris et à Bruxelles elles rassemblent 50 000 personnes, à Rome près de 100 000 et à Londres 250 000 environ.

#### **Le 22 novembre 1981**

Les auteurs de l'« Appel de Krefeld » annoncent qu'ils ont déjà récolté 2 millions de signatures.

#### **Dans la période du 9 au 12 avril 1982**

des marches de Pâques sont organisées en divers pays. Elles consistent en marches de protestation contre le déploiement en Europe de nouvelles fusées nucléaires.

#### **Le 10 juin 1982**

la visite en Allemagne fédérale du président américain Reagan donne lieu à de grandes manifestations en faveur du désarmement mondial et contre la décision de l'OTAN de déployer de nouveaux moyens nucléaires en Europe.

#### **Le 12 décembre 1982**

le troisième anniversaire de la décision de l'OTAN est marqué, par les opposants, par le blocage des accès à environ 50 bases militaires en Allemagne fédérale et, en Angleterre, par une démonstration de quelque 10 000 femmes à l'entrée de la base américaine de Newbury, où l'installation de missiles de croisière est prévue.

#### **Du 1<sup>er</sup> au 4 avril 1983**

soit du Vendredi-Saint au lundi de Pâques, se déroulent en divers pays de nombreuses manifestations de masse. Les organisateurs soutiennent que, le lundi de Pâques, onze ville d'Allemagne ont vécu des manifestations rassemblant au total près de 400 000 personnes, tandis qu'en divers lieux de Grande-Bretagne on dénombre quelque 250 000 manifestants au total.

#### **Le 12 mai 1983**

lors de l'assemblée des délégués de 400 groupements de pacifistes se déclarant indépendants de l'Est aussi bien que de l'Ouest, le maire socialiste de Saarbruck, Oskar Lafontaine, plaide pour une grève générale et un refus de participation aux travaux d'installation de la part de toutes les entreprises allemandes, en cas d'arrivée de fusées Pershing II.

#### **4. Les «compagnons de route occasionnels»**

On croit pouvoir qualifier de «compagnons de route occasionnels» les personnes qui, par centaines de milliers, ont pris part aux manifestations évoquées ci-avant. Bien des aspects de celles-ci découlent de la spécificité des pays où elles se sont déroulées; bien peu avaient des traits communs. Seul le refus du déploiement des nouveaux engins nucléaires de l'OTAN a été le dénominateur commun à toutes les manifestations du mouvement pacifiste vu dans son ensemble.

En simplifiant beaucoup, on peut distinguer **deux tendances** fondièrement différentes mais souvent confondues:

- l'une se caractérise par une approche expressément apolitique des problèmes,
- l'autre se sert d'arguments politico-stratégiques exploités avec des idées préconçues pour atteindre des buts éminemment politiques.

Pour la **première de ces tendances**, la condamnation de toutes les sortes d'armes sans égard à l'éventuelle admissibilité de certaines d'entre elles du point de vue éthique est typique. L'activité politique est taxée de fondamentalement perverse et incapable, de ce fait, d'assurer à l'humanité un avenir acceptable. Les négociations en vue d'un désarmement, comme aussi les mesures de contrôle mutuel des limitations d'armements consenties, passent pour ne servir qu'à donner le

change, et toute volonté constructive de paix est déniée aux personnes qui prônent ce genre de contacts.

Les adeptes de cette tendance ont donc posé comme postulat la renonciation inconditionnelle à tout emploi de la force. Le fait que cet idéal ne peut être atteint que si toutes les communautés humaines font preuve de loyauté et de confiance réciproques ne paraît pas les ébranler.

Cette tendance plus sentimentale que réfléchie se reflète dans des slogans tels que «Préservons la paix sans l'aide des armes» et «A l'équilibre de la terreur, substituons l'équilibre de la tendresse!», ce dernier ayant été lancé par une personnalité dirigeante du Mouvement international des femmes pour la paix.

Il semble d'ailleurs naturel que cette manière de voir, allergique à tout ce qui est rationnel, structuré, hiérarchisé, émane surtout de milieux féministes. Ceux-ci voient en l'intérêt pour les plans stratégiques et les potentiels militaires les symboles d'une société dominée par les mâles. Ce malaise, justifié ou non, se manifeste, par exemple, dans le poème de révolte suivant écrit en allemand par une femme:

*Je vois des dominateurs et des opprimés  
Je vois des gagnants et des perdants  
Je vois quotidiennement la violence  
Je vois comment on m'exploite  
Je vois comment d'autres femmes  
sont exploitées*

*Je vois quelle sorte de paix on entend préserver*

*Nous sentons que c'est en réalité la guerre*

*Nous sentons que cela peut devenir mortel*

*Nous sentons que cela ne peut continuer de la sorte.*

Des milieux, qui se qualifient de progressistes et qui se rattachent à la tendance politiquement neutre du mouvement pacifiste, se cabrent contre tout ce qui, dans notre société industrielle, est salué comme progrès technique et réussite économique. Ce rejet du progrès est surtout le fait des groupes d'écologistes et d'adeptes d'une «culture alternative». Les jeunes paraissent les plus attirés par le mépris des conquêtes technologiques et de la prospérité; cela provient vraisemblablement du fait qu'ils ont grandi dans une société qui leur offrait une sécurité matérielle dont ils ne se rendaient même pas compte qu'ils la devaient aux efforts et aux privations de leurs aînés. Ces jeunes voient l'«ennemi» dans les autorités politiques et les dirigeants de l'industrie, qu'ils accusent souvent de complicité au détriment du bien des peuples et de la paix. C'est ainsi que l'on trouve dans une publication du Conseil suisse pour la paix les lignes accusatrices suivantes (traduction):

«Toujours plus de travailleurs vont être impliqués directement ou indirectement dans l'industrie des armements; des hommes de science et des

techniciens de plus en plus nombreux vont renforcer la toute-puissance combinée du monde scientifique, militaire, industriel et bureaucratique, des ressources de plus en plus importantes vont devoir être investies dans la réalisation de «systèmes de protection». Tout cela ne pourra être financé que dans la mesure où, dans d'autres domaines de l'existence, nous nous «serrerons la ceinture» jusqu'à en tomber d'inanition et nous nous serons privés de choses matériellement et psychologiquement essentielles. Nous devrons même accepter de ne plus vivre que dans la perspective du cas de défense.»

Ce texte illustre bien la combinaison des «doctrines» pacifistes, écologiques et sociologiques: la politique est dominée par la crainte de la guerre; l'homme politique aide en conséquence le «marchand de canons» à accroître sa production. Cette activité augmente la pollution de l'environnement et dévore tant d'argent qu'il en manque pour accroître la qualité de vie et la prospérité. La peur de la guerre nucléaire constituant le thème essentiel des mouvements pacifistes, elle les conduit naturellement, au-delà de la méfiance envers les progrès techniques, à la conviction angoissante que l'accroissement de la précision des armes nucléaires permet de mieux maîtriser leur emploi et rend donc plus probable la guerre atomique. Cette argumentation a déjà influencé grandement la discussion initiale sur les projectiles à neutrons à

laquelle fut liée la thèse d'une localisation de la guerre au théâtre européen, les Américains étant soupçonnés (en Allemagne fédérale surtout) d'être prêts à une dévastation complète de l'Europe centrale pour être préservés de frappe nucléaire sur leur propre territoire (c'est l'hypothèse dite du «découplage» Europe/USA).

Des affirmations de ce genre ne sont plus de simples cris du cœur des milieux agissant de manière plus passionnelle que rationnelle. Elles sont l'émanation des mouvements qui se veulent réfléchis et systématiques. Elles contiennent plusieurs des éléments qui nourrissent les discussions actuelles sérieuses de niveau stratégique. C'est notamment le cas des références au discours marquant d'Henry Kissinger, à Bruxelles, en septembre 1979. Cette personnalité avait déclaré que les Européens se faisaient des illusions en croyant que les Américains ne mettraient jamais leur survie en jeu pour les sauver. Il n'est, en outre, pas rare de lire des emprunts aux opinions de Horst Afsheldt, chercheur en matière de stratégie. Il en est, par exemple, ainsi de son affirmation que la menace d'anéantissement d'une population est fonction du nombre d'objectifs situés sur son territoire dont la destruction paraîtrait nécessaire à un agresseur éventuel. Afsheldt postule en conséquence le fractionnement du potentiel de défense d'un pays en une multitude de petits éléments de combat afin de priver un adversaire

d'objectifs justifiant l'emploi de moyens de destruction de masse. Il est évident que cette argumentation peut aisément être appliquée dans la campagne d'opposition au déploiement de fusées de portée moyenne en Europe.

Il convient, dans ce contexte, de signaler la méconnaissance frappante du passé récent de la part des adeptes des mouvements pacifistes d'aujourd'hui; ils n'ont manifestement pas le sens de l'histoire. Les années septante passent pour avoir été celles de la bénéfique Détente. Rétrospectivement, on doit pourtant se rendre compte qu'à cette longue période de loyaux efforts de la part du monde occidental a correspondu, de la part de Moscou, l'accroissement continu et systématique de son arsenal militaire (surtout en armes conventionnelles) et l'extension progressive de son emprise en Afrique et en Asie.

Quand, à bout de patience, l'Occident a réagi, avec la brusquerie de celui qui se sent floué, à l'invasion de l'Afghanistan et à la mise au pas de la Pologne, les jeunes meneurs des mouvements pacifistes, parfaitement ignorants d'un passé pourtant récent – ou feignant de l'être – ont rejeté toute la responsabilité du coup d'arrêt porté à la détente sur les dirigeants occidentaux, sur le président américain en particulier. C'est ce qui explique l'assaut lancé contre la volonté de réajustement de son potentiel militaire, manifestée par l'OTAN, et la vague antiaméricaine qui a soulevé les pacifistes européens, celle-ci s'étant

notamment exprimée sous la forme de débordements massifs contre des installations militaires et des soldats américains en Europe.

Les caractéristiques essentielles des mouvements pacifistes européens paraissent ressortir de manière particulièrement convaincante de l'appréciation suivante de Michael Howard (traduction Institut international d'études stratégiques, La Haye):

«Il suffit que, pendant une génération, la paix ait été maintenue pour que renaisse, parmi ceux qui n'en connaissent pas les mécanismes, l'idée selon laquelle elle est un état naturel, menacé seulement par ceux que leur profession vole à préparer la guerre. Les militaires deviennent alors la cible naturelle d'une jeunesse idéaliste, dont l'hostilité ne peut que s'accroître si ces militaires sont essentiellement des étrangers, si la guerre ou la paix dépendent d'un groupe lointain et incontrôlable de décideurs dont les valeurs et les intérêts ne coïncident pas nécessairement avec les siens propres, et si la guerre risque d'engendrer un massacre apocalyptique.»

Sont donc clairement associées dans ce jugement les diverses opinions en cours dans les milieux pacifistes: la peur de la guerre, l'hostilité envers les militaires, l'impression d'être à la merci de puissances politiques douteuses, l'antiaméricanisme (ce dernier particulièrement virulant en Allemagne fédérale). Les jeunes pacifistes surtout sont en proie à une impatience intransigeante. Elle les rend incapables

d'admettre que l'on ne peut assurer une paix durable qu'en s'efforçant de créer pas à pas un climat de confiance générale et en souscrivant à des solutions équilibrées successives. Pierre Hassner paraît être fondé à s'associer à un avis d'Alexis de Tocqueville: «Rien n'est plus difficile à accepter que le retour de contraintes que l'on croyait surmontées.»

## **5. La coloration propre aux groupements pacifistes de quelques Etats**

### **5.1. Allemagne fédérale**

Dans le présent texte, on s'est essentiellement référé jusqu'ici aux faits et aux dires des mouvements pacifistes d'Allemagne fédérale. Cela découle du fait que ce pays constitue bien le *berceau du pacifisme contemporain*; celui-ci s'y manifeste de manière très typique et sert d'exemple à ce qui se passe dans d'autres pays. Avant de décrire la coloration particulière qui caractérise la vague pacifiste d'un certain nombre d'Etats, afin d'acquérir une vision globale de ce phénomène, il convient pourtant de signaler que les évêques catholiques allemands, bien évidemment concernés par la discussion sur la violence et la non-violence dans leur pays, ont publié en 1983, une Déclaration intitulée: «La justice construit la paix» qui tranche avec le «credo» des milieux pacifistes: «Une renonciation unilatérale et déclarée à toute protection et à toute

résistance peut, comme l'expérience de l'histoire nous l'a appris, être comprise comme un signe de faiblesse et, éventuellement, comme une invitation au chantage. Une telle renonciation est de nature à favoriser précisément ce qu'elle est censée empêcher : que des innocents soient opprimés, qu'ils soient victimes de la souffrance ou de la violence.» (Traduction faite par l'épiscopat français.)

### 5.2. Suisse (et Autriche)

En ce qui concerne la **Suisse**, on peut s'associer à Victor Schlumpf qui a dit dans un exposé (traduction) :

«Le mouvement pacifiste n'est nullement une invention suisse en ce qui concerne sa nature, sa doctrine et ses aspects concrets. Il est venu de l'étranger, plus précisément d'Allemagne, et n'a fait que s'insérer dans nos préoccupations momentanées avec un certain décalage, celui-ci étant pourtant beaucoup plus court que d'habitude.»

Cette affirmation est aussi valable pour l'**Autriche**.

### 5.3. Grande-Bretagne

C'est dans les années cinquante déjà que naquit et se développa au Royaume-Uni un puissant mouvement d'opposition à l'armement nucléaire. Les adeptes se recrutaient surtout dans les milieux religieux, d'une part, dans l'aile gauche du parti travailliste, d'autre part. Les communistes anglais ne se manifestèrent pratiquement pas, probablement parce qu'à cette époque, l'Union soviétique travaillait

fébrilement à la création de sa propre force nucléaire. Les organisations britanniques d'opposants aux armes atomiques subsistèrent pendant les années soixante et septante, mais leur impact resta faible pendant la période 1974-1979 où les travaillistes étaient au pouvoir. La décision du Gouvernement conservateur de moderniser la force nucléaire stratégique du Royaume-Uni en acquérant des fusées Trident (destinées à être lancées depuis des sous-marins) déclencha de vives réactions, au Parlement surtout. Toutefois, la naissance, au début des années quatre-vingts, d'un vaste mouvement pacifiste issu des organisations d'opposants à l'armement nucléaire est surtout due à deux autres événements à peu près simultanés :

- d'une part, la décision du Gouvernement de Londres de mettre en œuvre un vaste programme de protection civile, branche si longtemps négligée de la défense; en publiant son plan d'action, le Gouvernement ne pouvait éviter de reconnaître que les Anglais étaient pratiquement dépourvus de protection contre les projectiles nucléaires, ce qui accrut de façon malencontreuse la peur de la guerre atomique dans l'opinion publique,
- d'autre part, la communication faite par l'OTAN que la décision de déployer de nouveaux moyens nucléaires en Europe impliquait le stationnement sur sol anglais de 160 missiles de croisière.

Les opposants à l'armement nu-

cléaire n'eurent pas de peine à coupler les deux informations pour propager l'impression que l'arrivée de nouveaux moyens atomiques en Grande-Bretagne allait accroître sérieusement le risque d'anéantissement d'une population si mal protégée.

Le mouvement pacifiste d'outre-Manche paraît donc mêl surtou par un réflexe antinucléaire. Cette spécificité lui a valu de n'être aucunement entendu quand il tenta de susciter un mouvement de résistance à l'envoi d'une force de reconquête aux Malouines en 1982. Il est patent que le mouvement pacifiste anglais se trouve actuellement parrainé par le parti travailliste, ce qui correspond à la règle, souvent avérée, que les éléments extrémistes dominent les modérés dans les partis qui n'assument pas de responsabilités gouvernementales.

#### 5.4. Pays-Bas (et Belgique)

En abordant la description du mouvement pacifiste aux **Pays-Bas**, il convient de préciser que ce qu'on en dira est valable aussi pour la **Belgique**, car les deux pays connaissent des courants de pensée analogues, ceux-ci se manifestant toutefois de façon beaucoup plus prononcée en Hollande.

Ces deux Etats ont longtemps joui d'une très bonne situation économique et, grâce à leurs riches colonies, réussi à échapper à la tutelle d'une grande puissance pendant bien plus d'un siècle. En devenant membres

d'une alliance militaire (l'OTAN) après la Deuxième Guerre mondiale, ils ont rompu avec une très longue tradition de neutralisme, du moins au niveau des autorités, alors que l'attachement à la neutralité domine encore dans de larges couches des deux peuples. Le pacifisme d'essence morale et le neutralisme vont de pair dans les convictions de nombreux Hollandais. L'un d'eux s'exprime comme suit (traduction): «Une longue habitude de neutralité et de non-engagement a donné naissance à une manière moralisante de juger les relations internationales et, même, à un rejet arrogant des pratiques jugées condamnables des grandes puissances. Les Hollandais classent les problèmes de politique internationale essentiellement selon les critères du Bien et du Mal et beaucoup moins selon l'art du possible et de l'impossible.»

Cet état d'esprit fondamental explique que beaucoup de pacifistes hollandais se distancent tout autant des Etats-Unis d'Amérique que de l'Union soviétique. La politique internationale que mènent les deux super-grands leur paraît condamnable au même degré.

Les pacifistes hollandais se considèrent comme l'avant-garde de la lutte pour une dénucléarisation de l'Europe et pour un démantèlement des blocs militaires. Ils vont même jusqu'à dire qu'ils se sentent une vocation de missionnaires, leur conviction pacifiste étant une sorte de «maladie hollandaise» appelée à se propager

comme une épidémie «bénéfique» pour l'humanité tout entière.

### 5.5. Pays scandinaves

Dans les pays scandinaves et surtout en Suède, les mouvements pacifistes sont aussi marqués par des courants neutralistes, moralisateurs et réprobateurs dans l'appréciation des relations internationales. Au contraire de la **Suède** neutre, la **Norvège** et le **Danemark** sont membres de l'OTAN mais, et cela est important, n'admettent pas que, en temps de paix, des troupes d'autres Etats de l'Alliance et des projectiles nucléaires soient stationnés sur leur territoire. Dans ces deux pays, les partis de gauche comprennent des partisans d'un désengagement plus prononcé ou même absolu de l'OTAN. En Norvège, pourtant, cette tendance est battue en brèche par la menace que fait peser la transformation rapide de la presqu'île de Kola en une immense base militaire soviétique.

Il y a fort longtemps qu'existent en Scandinavie des organisations pacifistes bénéficiant d'un large soutien populaire. Il est donc naturel que, ces derniers temps, la vague pacifiste s'y soit amplifiée. Elle constitue une prolongation, plus directe qu'ailleurs en Europe, des premières manifestations antinucléaires de masse des années cinquante. Aujourd'hui, les organisations féminines y prennent une part marquante. Une particularité des pacifistes scandinaves, et parmi eux des hommes politiques influents,

consiste à postuler la création de zones exemptes d'armes atomiques, sans paraître conscients du fait que l'instauration de telles zones présenterait des avantages et des inconvénients très inégaux pour les deux alliances militaires (en supprimant notamment tout contrepoids à l'énorme suprématie de l'Est en forces conventionnelles).

### 5.6. Italie

Si les mouvements pacifistes allemand, anglais, hollandais, belge et scandinave présentent beaucoup plus de points communs que de caractères spécifiques, il en est tout autrement dans les pays latins. En **Italie**, le sentiment de l'appartenance à l'OTAN est très ancré dans le peuple. Même le parti communiste n'a jamais combattu cette appartenance; il l'a au contraire expressément approuvée à plusieurs reprises. Les manifestations de protestation, qui se sont déroulées dans la Péninsule, visaient simplement le déploiement décidé par l'OTAN de nouvelles armes nucléaires en Europe et même, plus directement encore, l'intention de baser des missiles de croisière à Comiso en Sicile.

Cette absence de motivation idéologique chez les Italiens montre – prouve presque – que, là où les mouvements pacifistes ne sont pas animés par des groupements connus pour leur adhésion, ou du moins leur ouverture à la politique soviétique, ils n'atteignent pas les masses populaires.

Les manifestations à et à propos de Comiso sont essentiellement dues à

l'action de meneurs itinérants sur la scène internationale. Les organisateurs de protestations dans diverses villes italiennes étaient soit des membres du parti radical, soit des communistes associés à des catholiques de gauche. (Radicaux et communistes n'ont jamais fait de manifestations communes.) Là où des communistes animaient les réunions de masse, on invitait le peuple à dire «Non aux euromissiles, mais oui à l'OTAN». Aussi, quand Leonid Brejnev eut l'idée saugrenue d'envoyer un télégramme de félicitations aux organisateurs de la marche de paix Pérouse-Assise de septembre 1981, cela fut ressenti comme un coup bas envers les pacifistes italiens. L'attitude des partis politiques italiens envers les mouvements pacifistes est surtout marquée d'indifférence, parfois aussi d'approbation, mais plutôt par opportunisme électoral.

### 5.7. France

Le mouvement pacifiste s'est encore plus misérablement développé en **France** qu'en Italie, ce qui fait dire à Nicole Gnesotto, politologue: «Le mouvement de paix français brille par son absence: comparées, en effet, aux manifestations européennes de l'automne 1981 et du printemps 1982, les actions de protestation antinucléaires en France font piètre figure.»

Il y eut, en 1981, des manifestations dans quelques villes de France. Organisées selon le modèle allemand et anglo-saxon, elles étaient tellement

marquées du sceau communiste, qu'elles susciterent la création d'un Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE), organisation pacifiste faîtière rassemblant des groupements de tendances très diverses, mais unis par un anticomunisme marqué: pacifistes absous, écologistes, féministes, tiers-mondistes, etc. Les pacifistes d'inspiration communiste et ceux du CODENE ont pourtant ceci de commun qu'ils condamnent les Etats-Unis d'Amérique; il les tiennent pour responsables de la course aux armements nucléaires et les traitent d'impérialistes agressifs. Dans leur optique, l'Union soviétique est, en revanche, une puissance avide de paix, dont les Américains exploitent la fragilité économique en l'obligeant à accroître sans cesse ses efforts d'armement. Ils estiment que les fusées Pershing II et SS-20 n'ont pas la même valeur stratégique, puisque les unes menacent le territoire soviétique alors que les autres ne pourraient atteindre l'Amérique. Ce qui différencie le courant communiste du courant anticomuniste, dans le mouvement pacifiste français, consiste en ce que les tenants du premier (Mouvement de la paix) exigent une réduction de l'armement nucléaire des deux super-grands et admettent l'existence d'une force nucléaire française, du moins aussi longtemps que la réduction exigée des USA et de l'URSS ne sera pas réalisée. Dans le cadre du CODENE, l'éventail des objectifs va de la renonciation absolue à la force à l'adhésion expresse

au principe de forces armées à condition qu'elles soient à vocation exclusivement défensive. En résumé, on est fondé à dire ce qui suit:

- les mouvements pacifistes ont peu d'assise populaire en France,
- l'engagement des communistes y constitue, comme en Italie, l'obstacle principal à une convergence de tous les courants,
- la désunion des courants a empêché jusqu'ici les pacifistes français de faire cause commune avec ceux d'autres pays,
- l'existence de moyens nucléaires propres à leur pays retient et continuera de retenir une grande partie des organisations pacifistes françaises de condamner globalement les armes nucléaires.

Ce qui vient d'être formulé permet de comprendre que les dignitaires des Eglises de France professent des opinions différentes de celles des milieux religieux d'autres pays.

Ce sont les évêques français qui ont émis l'avis le plus net dans le document «Gagner la paix», élaboré lors de la Conférence épiscopale de Lourdes et approuvé le 8 novembre 1983 à une énorme majorité (93 oui, 2 non, 8 abstentions). Ce texte se caractérise par une appréciation très réaliste de la conjoncture politique: celle-ci conduit à un rejet très net de l'utopie pacifiste. Les évêques français ne se laissent pas obnubiler par la puissance destructrice des armes modernes, mais affirment qu'il existe des valeurs plus élevées que le désir de survie physique, et qu'il faut

vouloir et pouvoir résister à un chantage atomique: «Refuser inconditionnellement de se défendre, ne serait-ce pas donner une prime au chantage? Une guerre nucléaire anéantirait la terre... Mais faut-il, pour sauver la paix, aliéner notre liberté, notre dignité?» Les évêques insistent aussi sur l'analogie qu'ils voient entre la situation actuelle et celle des années précédant la Deuxième Guerre mondiale: certains pays entendaient bien alors, et entendent aujourd'hui, tirer les avantages de la guerre sans payer le prix de son déclenchement. En agitant simplement la menace, ils exerçaient, respectivement exercent, un chantage permanent. L'épiscopat français en tire la conséquence que le désir de sauver la paix par la seule non-violence peut conduire à des résultats pires qu'une guerre et ajoute: «La non-violence est un risque que peuvent prendre les personnes. Les Etats qui, par fonction, doivent défendre la paix, peuvent-ils prendre ce risque? Dans le monde de violence et d'injustice qui est le nôtre, les hommes politiques ont le devoir de sauvegarder le bien commun de la cité dont ils ont la charge. Celui-ci est fait de paix mais, inséparablement, de justice, de solidarité, de liberté. Pour ce faire, ils doivent avoir les moyens de décourager un agresseur éventuel.»

Se prononçant ensuite concrètement sur le problème des armes nucléaires, les évêques disent: «Afronté à un choix entre deux maux..., la capitulation ou la contre-menace...,

on choisit le moindre sans prétendre en faire un bien.» Mais, ils ajoutent que «le recours à la dissuasion nucléaire suppose pour être moralement acceptable:

- qu'il s'agisse seulement de défense,
- que l'on évite le surarmement, car la dissuasion est atteinte à partir du moment où la menace formulée rend déraisonnable l'agression d'un tiers,
- que toutes les précautions soient prises pour éviter une «erreur» ou l'intervention d'un dément, d'un terroriste, etc.,
- que la nation, qui prend le risque de la dissuasion nucléaire, poursuive parallèlement une politique constructive en faveur de la paix.»

### **5. 8. Etats-Unis d'Amérique**

Les évêques américains ont publié une «lettre pastorale» en novembre 1982. Leur déclaration est fort différente de celle des évêques français, en particulier en ce qui concerne le problème de l'armement nucléaire. Elle ne contient cependant pas la condamnation inconditionnelle de cet armement, que certains simplificateurs avaient prétendu y trouver. On y voit clairement rejetée la stratégie prévoyant l'écrasement nucléaire des grandes cités (qui est d'ailleurs la seule plausible pour la France aux moyens atomiques limités). L'idée d'envisager des guerres nucléaires limitées, tout comme le développement d'armes de toutes sortes susceptibles d'accroître la probabilité du recours aux moyens

atomiques, est aussi rejetées. La déclaration de cet important groupe de dignitaires ecclésiastiques est assez caractéristique des aspects particuliers du mouvement pacifiste américain. Si quelques démonstrations de masse ont certes eu lieu aux Etats-Unis (la participation y était d'ailleurs bien plus importante que lors de rassemblements analogues en Europe), il s'est surtout agi de discussions entre intellectuels. Les partisans du «gel atomique» ont avancé et soutiennent encore des arguments stratégiques tout à fait rationnels, préoccupés qu'ils ont été par l'échec des négociations de désarmement des années septante et par l'évocation d'actions nucléaires éventuelles par des membres éminents du gouvernement Reagan.

Le mouvement antinucléaire américain n'est comparable à celui qui se manifeste en Europe qu'en ceci, à savoir que les deux ont suscité une certaine «démocratisation de la stratégie» (donc une extension de la discussion en ce domaine à de larges milieux des populations) et que, dans le monde occidental des deux continents, ils ont réussi à répandre une méfiance prononcée envers les conceptions stratégiques officielles et ceux qui les prônent.

A part cela, on note des divergences importantes entre les courants pacifistes de part et d'autre de l'Atlantique, ce qui découle d'accents différents dans les objectifs. Les pacifistes américains se concentrent sur une révision

fondamentale de la stratégie nucléaire; les pacifistes européens, eux, éprouvent un pessimisme marqué pour toute politique de paix fondée sur la puissance militaire (conventionnelle ou nucléaire) et sont tentés par une utopique non-violence absolue.

## **6. Les mouvements pacifistes dans l'optique soviétique**

### **6. 1. Flèches ou boomerangs?**

Il faut examiner les relations entre l'Union soviétique et les mouvements pacifistes sous leur double aspect suivant:

- Dans quelle mesure l'URSS tire-t-elle profit de ces mouvements et les influence-t-elle même directement?
- L'impact de ces mouvements sur les populations des pays de l'Est est-il important et même gênant pour l'URSS?

### **6. 2. L'influence recherchée par Moscou**

Il est bien entendu malaisé de prouver une emprise directe de l'Union soviétique sur les mouvements pacifistes du monde occidental, car cela relève d'organismes occultes. Ce qui est toutefois notoire, c'est le rôle actif joué par des organisations communistes dans les manifestations de masse de quasiment tous les pays démocratiques d'Europe. On sait aussi pertinemment qu'un agent soviétique du nom de Vladimir Merkulov, qui opérait depuis l'ambassade de l'URSS

à Copenhague sous le couvert du statut diplomatique, a versé d'importantes sommes d'argent à des organisations pacifistes scandinaves. Ce qu'on croit savoir de plus ne permet pas de formuler davantage que la présomption d'autres ingérences occultes. On remarque en tous cas que la propagande soviétique a su tirer un parti habile de la vague pacifiste en Europe occidentale en y adaptant les avis officiels de Moscou sur le risque de guerre et la stratégie. Auparavant, le Kremlin faisait savoir avec insistance au monde libre que les forces armées soviétiques étaient capables de mener une guerre nucléaire. Depuis quelques années, on entend un autre langage dont l'expression typique se trouve notamment dans la déclaration suivante de Brejnev, en octobre 1981: «Seul un candidat au suicide pourrait déclencher une guerre nucléaire avec l'espoir d'en sortir vainqueur. Mais, quelle que soit la puissance d'un agresseur et le genre de moyens auxquels il recourrait pour la première frappe nucléaire, il ne saurait obtenir le but recherché; au contraire, il attirerait sur lui le châtiment.» Voila, habilement réunis, des arguments assurés d'un bon impact sur les pacifistes occidentaux:

- l'hypothétique déclencheur d'un conflit nucléaire ne paraît pouvoir être que l'OTAN, respectivement le président des USA,
- une telle décision serait pure folie et constituerait même un crime,
- en effet, la force nucléaire soviétique

est telle qu'elle serait en mesure de châtier toute puissance avide de guerre d'une réplique nucléaire anéantissante.

### **6. 3. Le Conseil mondial pour la paix**

Le Conseil mondial pour la paix constitue le centre d'un vaste réseau d'organisations se faisant passer pour pacifistes, qu'il utilise pour amplifier la peur de la guerre existant dans le monde occidental. En effet, ce conseil se réfère, dans son programme d'action 1981, au Parlement mondial des peuples épris de paix, réuni à Sofia à fin 1980 pour approuver ce programme au nom de participants de 137 pays ayant des liens avec 100 organisations internationales et 3000 autres de niveau national mais non officielles. Dans ce programme, la priorité est donnée à l'intensification de l'opposition à un déploiement en Europe de nouvelles armes américaines de destruction de masse. On y trouve aussi notamment des appels:

- à lutter contre les activités dangereuses des entreprises multinationales,
- à appuyer l'action des mouvements pour la paix et l'indépendance dans les pays non inféodés à des alliances militaires,
- à combattre la politique impérialiste de destabilisation,
- à s'opposer au racisme.

### **6. 4. Les Généraux pour la paix**

Ce qu'on appelle les Généraux pour la paix est un groupe d'anciens offi-

ciers de rang élevé de divers pays de l'OTAN, dont l'amiral français Sanginetti et le professeur Gerhard Kade de Berlin-Ouest, l'un des responsables de l'«Appel de Krefeld». Ce groupe a publié en 1981 des interviews réunies en un volume muni de volumineuses conclusions de sa plume. Les phrases les plus révélatrices en sont les suivantes (traduction): «Nous devons empêcher la réalisation des décisions de Bruxelles [concernant le déploiement de nouvelles fusées américaines en Europe]. Nous y parviendrons et nous devons, en outre, garder l'œil ouvert sur tout ce qui s'y rattache. Il faut que le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sache qu'il ne peut impunément continuer à parler de paix tout en se conduisant comme un élève modèle de l'OTAN.»

Parmi les huit interlocuteurs de Kade, le Portugais da Costa Gomez (ancien président éphémère de la République) et le Grec Koumanakos se signalent surtout par les critiques que leur inspire la politique américaine de bases militaires en Europe. Le Portugais prétend que le renforcement nucléaire prévu par l'OTAN constitue une rupture unilatérale de l'équilibre des forces convenu dans l'accord SALT II. Le général hollandais Meyenfeldt voit une analogie entre le déploiement de fusées nouvelles de l'OTAN et l'installation, naguère, de fusées soviétiques à Cuba. Il est, en outre, d'avis que les petits Etats de l'OTAN sont des «victimes de l'Alliance», contraintes à se plier à

l'hégémonie de l'Amérique. Comme Meyenfeldt, l'Italien Nino Pasti estime que l'Union soviétique est victime d'un encerclement, ses efforts d'armement ne constituant que la réaction de peur de celui qui se sent menacé de tous côtés. Dans ses entretiens avec les divers Généraux pour la paix, Kade mêle à ses questions une condamnation préconçue de l'OTAN ou de la politique militaire américaine. Voici par exemple une question adressée au général britannique Harbottle: «En prétendant que le rapport des forces se déplaçait de plus en plus aux dépens de l'Ouest, M. Pym, qui était alors ministre de la Défense du Royaume-Uni, a tenté de justifier la décision de créer une flotte de sous-marins armés de fusées Trident et celle d'installer des missiles américains de portée intermédiaire dans la partie est de l'Angleterre. Des milieux conservateurs et hostiles à la Détente, aux Etats-Unis d'Amérique, en Allemagne fédérale et dans d'autres pays de l'OTAN, s'en sont réjouis. Qu'en pensez-vous, Général?»

Harbottle se laisse aller à cette incitation à la condamnation de la politique d'armement du monde occidental en disant: «Aux Etats-Unis, les affaires d'armement sont très rentables pour un groupe de pression important, celui du complexe de l'industrie militaire. On peut réaliser de grands bénéfices avec des risques minimes et, cela sur le dos des contribuables. L'influent lobby de l'armement manipule sans cesse le

Congrès et la Maison-Blanche pour obtenir un accroissement continu des prétendues dépenses de défense.» Il est indéniable que l'Union soviétique ne pourrait souhaiter, pour sa stratégie, de meilleurs avocats que ces généraux. Il est préoccupant de constater que l'interlocuteur allemand dans la galerie des héros de Kade n'est pas le «petit» Gerd Bastian, mais un personnage de grand format: le comte Wolf von Baudissin.

## **6. 5. Le côté négatif des mouvements pacifistes pour l'URSS**

Aussi marquant que soit l'impact des Généraux pour la paix, il ne peut occulter les difficultés sérieuses que causent les pacifistes d'Europe occidentale aux dirigeants soviétiques. Lénine s'est exprimé à plusieurs reprises sur le phénomène du pacifisme. Le voyant se manifester dans des pays capitalistes, il le qualifiait de «début d'une protestation, voire d'une révolte contre la guerre, dont apparaît le caractère éminemment réactionnaire». Il déclarait en conséquence: «La tâche des socialistes consiste à tirer parti de cet état d'esprit. Il faut qu'ils prennent une part active à tous les mouvements et à toutes les manifestations contre la guerre.» Il est évident que Lénine ne pouvait prévoir que de telles manifestations auraient jamais lieu dans un pays communiste. Il est, en tous cas, avéré que les mouvements pacifistes de République démocratique allemande ont causé des difficultés

inattendues aux dirigeants communistes.

Il faut en effet se rappeler que le rassemblement pacifiste de masse de Bonn, en novembre 1981, a incité, peu après, une foule de 5000 personnes – ce qui est déjà beaucoup dans une dictature – à manifester publiquement pour la paix à Dresde (RDA). On se souviendra aussi de la résolution du synode de l'Eglise luthérienne de Saxe-Magdebourg, dans laquelle était exigée la réduction du nombre de fusées SS-20 et de chars de combat dans le bloc de l'Est, ainsi que de l'appel à un retrait de toutes les armes atomiques hors du territoire des deux Allemagnes, lancé par le pasteur Rainer Eppelmann, d'Allemagne de l'Est, appuyé par 200 cosignataires. Des événements de ce genre ont un effet bien plus explosif dans le système doctrinal d'un Etat totalitaire que dans un pays ouvert à toutes les opinions d'une société pluraliste.

## 7. Considérations finales

Pour le moment, il est encore très malaisé d'estimer quels seront les effets durables du mouvement pacifiste. Beaucoup d'observateurs sont probablement portés à lui accorder une importance plus grande qu'il ne mérite, tout bonnement parce que tout ce qui nous est proche nous impressionne davantage que ce que l'on observe avec recul. Il est, en tout cas, frappant de voir que, depuis la mise à exécution méthodique (en dépit de

toutes les oppositions manifestées) du déploiement de Pershing II et de missiles de croisière, les organisations pacifistes ont perdu leur élan et leur impact sur les masses populaires et les moyens d'information. Dès le moment où elles durent reconnaître que l'OTAN avait su dominer ses tensions internes et résister aux pressions externes, et avait donc surmonté une de ses épreuves les plus difficiles, les diverses «communautés d'action» ont perdu le rayonnement qui leur avait permis de motiver, mobiliser et manipuler des centaines de milliers de personnes avec un art consommé de la mise en scène.

J.F.

## Bibliographie

### En français

- Conférence épiscopale française,  
*Gagner la paix*, Lourdes 1983  
(N° 46 de *Les grands textes de la documentation catholique*)  
Michael HOWARD  
*La défense occidentale dans les années 80*  
(dans N° 4/1982 de *Politique étrangère*)  
Pierre Lellouche (éditeur)  
*Pacifisme et dissuasion*, Paris 1983  
(dans *Travaux et recherches de l'Institut français de recherches internationales*)  
Conseil mondial pour la paix  
*Programme d'action 1981*, Helsinki 1981  
Peter Weiss  
*D'anciens généraux de l'OTAN de connivence avec Moscou dans son agitation pacifiste en Europe occidentale*  
(dans *Revue militaire suisse*, N° 4/1983)  
Société suisse des officiers  
*Mouvements pacifistes récents et politique de sécurité de la Suisse*  
(supplément à la *Revue militaire suisse*, N° 11/1984)

### **En allemand**

Christlicher Friedensdienst, Frauenstelle für Friedensarbeit *So kann es nicht weitergehen, ein Arbeitsdossier von Frauen für Frauen*, Zürich 1982

A. Clesse, W. Molinski (éditeurs)

*Proteste für den Frieden, Sorgen um die Sicherheit*, Munich 1984

Daniel Frei

*Friedenssicherung durch Gewaltverzicht?*  
(N° 49 der *Schriften des Schweizerischen Ostinstituts*)

Gerhard Kade (éditeur)

*Generäle für den Frieden*, Cologne 1981

Missionsjahrbuch der Schweiz 1981

*Frieden*, Bâle et Immensee 1981

G. Schmid

*Zur Soziologie der Friedensbewegung und des Jugendprotests* (in *Aus der Politik und Zeitgeschichte*, juin 1982)

G. Wettig

*Die Friedensbewegung der beginnenden 80er Jahre*

(in *Berichte des Bundesinstitutes für ostwissenschaftliche und internationale Studien*, N° 9/1982)

*Friedenswahrung als Ziel der Schweizerischen Sicherheitspolitik*

(Beilage zur *Allgemeinen Schweizerischen Militärzeitschrift* N° 10/1982)

Sicherheitspolitik und Friedensbewegung  
(in *SAMS – Informationen*, N° 1/1983)

